

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	5
I. CODES	
Code civil (extraits)	15
Titre préliminaire – De la publication, des effets et de l’application des lois en général	15
Livre II. Des biens et des différentes modifications de la propriété	15
Titre I ^{er} . De la distinction des biens	15
Titre II. De la propriété.	17
Livre III. Des différentes manières dont on acquiert la propriété	17
Titre III. Des contrats ou des obligations conventionnelles en général	17
Titre IV. Des engagements qui se forment sans convention	34
Titre IV ^{bis} . De la réparation du dommage causé par les anormaux	35
Titre VI. De la vente	35
Titre VII. De l’échange	43
Titre VIII. Du contrat de louage	44
Titre IX. Des sociétés	55
Titre X. Du prêt	55
Titre XI. Du dépôt et du séquestre	57
Titre XII. Des contrats aléatoires.	60
Titre XIII. Du mandat	61
Titre XIV. Du cautionnement	62
Titre XV. Des transactions	65
Titre XVI. [...]	66
Titre XVII. Du nantissement	66
Titre XVIII. Des privilèges et hypothèques	67
Titre XX. De la prescription	73
Titre XXI. De la notification	77
Code de commerce (extraits)	78
Livre I ^{er} . Du commerce en général	78
Titre I ^{er} . Des commerçants	78
Titre II. Des conventions matrimoniales des commerçants.	79
Titre III. Des livres de commerce	79
Titre IV. De la preuve des engagements commerciaux.	79
Titre V. Des bourses de commerce, agents de change et courtiers	80
Titre VI. Du gage	80
Titre VII. De la commission	80
Titre VII ^{bis} . Du contrat de transport	81
Titre VIII. De la lettre de change et du billet à ordre	83
Titre IX. [...]	92
Titre X. Des assurances en général.	92
Livre II. De la navigation maritime et de la navigation intérieure	94
Titre premier. Des navires et autres bâtiments de mer	94
Titre II. Des propriétaires de navires et des équipages	99
Titre III. De la charte-partie ou du contrat de louage maritime	107
Titre IV. Du transport des passagers par mer	110

Titre V. Du contrat à la grosse	111
Titre VI. Des assurances maritimes	112
Titre VII. De l'abordage	115
Titre VIII. De l'assistance et du sauvetage maritimes	116
Titre IX. Des fins de non-recevoir et prescriptions	117
Titre X. Des bateaux d'intérieur	118
Livre III. [...]	120
Livre IV. [...]	120
Code des sociétés (extraits)	121
Livre I ^{er} . Dispositions introductives.	121
Titre I ^{er} . Société et personnalité juridique	121
Titre II. Définitions	121
Titre III. Disposition pénale générale.	124
Livre II. Dispositions communes à toutes les sociétés	124
Titre I ^{er} . Dispositions générales	124
Titre II. Des engagements des associés entre eux	124
Titre III. Des différentes manières dont finit la société	125
Livre III. La société de droit commun, la société momentanée et la société interne	126
Titre I ^{er} . Définitions	126
Titre II. Preuve	126
Titre III. Responsabilité des associés	126
Titre IV. Liquidation.	126
Livre IV. Dispositions communes aux personnes morales régies par le présent code	126
Disposition Générale.	126
Titre I ^{er} . Dispositions de droit international privé	126
Titre II. Engagements pris au nom d'une société en formation	127
Titre III. Organes	127
Titre IV. Dénomination des sociétés	127
Titre V. Constitution et formalités de publicité	127
Titre VI. Comptes annuels et comptes consolidés	132
Titre VII. Contrôle des comptes annuels et consolidés	137
Titre VIII. Procédure et effets des nullités des sociétés et des décisions de l'assemblée générale	141
Titre IX. De la dissolution et de la liquidation	142
Titre X. Actions et prescriptions	146
Livre V. La société en nom collectif et la société en commandite simple	146
Titre I ^{er} . Définitions	146
Titre II. Responsabilités	146
Titre III. Cession de parts	147
Livre VI. La société privée à responsabilité limitée.	147
Titre I ^{er} . Nature et qualification	147
Titre II. Constitution	148
Titre III. Des titres et de leur transfert.	152
Titre IV. Organes	155
Titre V. Du capital	160
Titre VI. La procédure de résolution des conflits internes.	166
Titre VII. Durée et dissolution	167
Titre VIII. Dispositions pénales.	167

Livre VII. La société coopérative	168
Titre I ^{er} . Dispositions communes à toutes les sociétés coopératives	168
Titre II. Dispositions propres à la société coopérative à responsabilité limitée	171
Titre III. Du changement de la responsabilité des associés d'une société coopérative	180
Livre VIII. La société anonyme	180
Titre I ^{er} . Nature et qualification	180
Titre II. Constitution	181
Titre III. Des titres et de leur transfert	185
Titre IV. Organes	194
Titre V. Du capital	208
Titre VI. La procédure de résolution des conflits internes	220
Titre VII. Durée et dissolution	221
Titre VIII. Dispositions pénales	221
Livre XI. Restructuration de sociétés	222
Titre I ^{er} . Dispositions introductives et définitions	222
Titre IV. Des cessions d'universalité et de branche d'activité	223
Livre XII. La transformation des sociétés	223
Titre I ^{er} . Dispositions introductives	223
Titre II. Formalités précédant la décision de transformation d'une société	223
Titre III. Décision de transformation	223
Titre IV. Responsabilités à l'occasion de la transformation	225
Titre V. Disposition propre à la société en nom collectif	225
Titre VI. Dispositions pénales	225
II. LÉGISLATIONS PARTICULIÈRES	
Action en cessation	229
1. Loi du 26 mai 2002 relative aux actions en cessation intracommunautaires en matière de protection des intérêts des consommateurs	229
Associations sans but lucratif et fondations	232
2. Loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (extraits)	232
Banque-Carrefour des entreprises	245
3. Loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions	245
Commerce de détail	258
4. Loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services	258
5. Loi du 1 ^{er} mai 1913 sur le crédit des petits commerçants et artisans et sur les intérêts moratoires	261
Commerce électronique	262
6. Loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information	262
7. Loi du 11 mars 2003 sur certains aspects des services de la société de l'information visés à l'article 77 de la Constitution	267

Comptabilité des entreprises	270
8. Loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises	270
Concurrence	274
Droit européen – Généralités	274
9. Traité sur l'Union européenne (T.U.E.) version consolidée au 30 mars 2010 (extraits)	274
10. Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (T.F.U.E.) version consolidée au 30 mars 2010 (extraits)	276
11. Règlement (C.E.) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en oeuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du Traité	290
Droit européen – Accords verticaux	305
12. Règlement (U.E.) n° 330/2010 de la Commission du 20 avril 2010 concernant l'application de l'article 101, § 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées	305
Droit belge	310
13. Loi coordonnée du 15 septembre 2006 sur la protection de la concurrence économique	310
14. Loi du 10 juin 2006 instituant un Conseil de la concurrence	330
Continuité des entreprises	337
15. Loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises	337
Droit international privé	350
16. Loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé (extraits)	350
17. Règlement (C.E.) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (dit Règlement « Rome I »)	362
18. Règlement (C.E.) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (dit Règlement « Bruxelles I »)	371
Effets de commerce	383
Chèque	383
19. Loi du 1 ^{er} mars 1961 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur	383
Protêts	389
20. Loi du 3 juin 1997 sur les protêts	389
Entreprise indépendante	391
21. Loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante	391
Faillite	395
22. Loi du 8 août 1997 sur les faillites	395
23. Loi du 12 mars 2000 interprétant l'article 101, alinéa 3, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites	405
24. Arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités	405
25. Code pénal (extraits)	407
Fondations	409

Fonds de commerce	410
26. Loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture ainsi que l'agrégation et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation	410
Implantations commerciales	412
27. Loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales	412
Intermédiaires commerciaux et distribution commerciale	417
Agence commerciale	417
28. Loi du 13 avril 1995 relative au contrat d'agence commerciale	417
Concession de vente	421
29. Loi du 27 juillet 1961 relative à la résiliation unilatérale des concessions de vente exclusive à durée indéterminée	421
Courtage matrimonial	422
30. Loi du 9 mars 1993 tendant à réglementer et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial	422
Intermédiation en assurances et réassurances	425
31. Loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances	425
Intermédiation en matière de services bancaires et financiers	434
32. Loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers	434
Organisation et intermédiation dans le secteur du voyage	442
33. Loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages	442
Partenariat commercial – Information précontractuelle	448
34. Loi du 19 décembre 2005 relative à l'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial	448
Liberté de commerce	451
35. Décret des 2-17 mars 1791 portant suppression de tous les droits d'aides, de toutes les maîtrises et jurandes, et établissement de patentes (dit Décret d'Allarde)	451
36. Loi du 14 juin 1791 relative aux assemblées d'ouvriers et d'artisans de même état et profession (dite Loi Le Chapelier)	451
Location-financement / Leasing	452
37. Arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement	452
Offres publiques d'acquisition	453
38. Loi du 1 ^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition	453
Partenariat commercial	469
39. Loi du 19 décembre 2005 relative à l'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial	469

Pratiques du marché et protection du consommateur	470
40. Loi du 2 août 2002 relative à la publicité, les clauses abusives et les contrats à distance conclus avec les titulaires de professions libérales.	470
41. Loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur.	476
42. Loi du 6 avril 2010 concernant le règlement de certaines procédures dans le cadre de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur.	504
Prix	506
43. Loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix	506
44. Loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (extrait)	512
Propriété intellectuelle et industrielle	513
45. Loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention.	513
46. Loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins	531
47. Loi du 26 juin 2003 relative à l'enregistrement abusif des noms de domaine.	561
48. Loi du 15 mai 2007 relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle	562
Retard de paiement dans les transactions commerciales	569
49. Loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales	569
Services	571
50. Loi du 26 mars 2010 sur les services.	571
51. Loi du 26 mars 2010 sur les services concernant certains aspects juridiques visés à l'article 77 de la Constitution	581
Table des matières thématique	583
Table des matières chronologique	593